



Portrait

À deux heures d'avion au nord de Rio, la ville de Fortaleza est un concentré de violence et de pauvreté. Depuis trente ans, Joaquim Melo lutte pour sortir de la misère le Conjunto Palmeiras, l'un des quartiers de la ville. Sa solution ? Créer une banque et une monnaie locale, le *palmas*, pour les oubliés de la croissance brésilienne. Un temps rejeté par les autorités, **le banquier des favelas** est aujourd'hui porté aux nues et son modèle démultiplié dans tout le pays. Certains voient déjà en lui le Yunus brésilien.

par Capucine Graby / illustrations Olivier Balez

Dix heures du matin. Mon pick-up marque l'arrêt devant Banco Palmas. Le chauffeur prend peur. Des dizaines de personnes s'agglutinent. Certaines semblent en état de choc. Au second plan, le ballet des journalistes et des caméras est permanent. Posté à l'entrée de l'établissement, un vigile en gilet pare-balles annonce : « En raison d'un hold-up, la banque est fermée jusqu'à nouvel ordre. » Un braquage d'une rare violence a déchiré la nuit dans l'un des quartiers les plus pauvres de Fortaleza. Trois hommes armés jusqu'aux dents ont dérobé le coffre, et fait exploser un des distributeurs de billets avec un fusil à pompe. Ils se sont enfuis avec 50 000 reais¹ et 6 000 palmas en liquide, environ 22 000 euros, une jolie somme dans un pays où le salaire minimum tourne autour de 250 euros.

Les braqueurs ne le savent pas encore : avec le palmas, ils risquent d'être rapidement identifiés. Cette monnaie, à parité fixe avec le real, n'est utilisable que dans ce quartier. En cherchant à écouler 6 000 palmas, ils attireront l'attention...

Le palmas est un phénomène. Il circule en parallèle avec la monnaie nationale, depuis quinze ans à Fortaleza. Une première au Brésil – et dans le monde. Ce matin, c'est donc la lutte contre l'exclusion financière au Brésil qui est touchée en plein cœur.

À quelques mètres de là, Joaquim Melo serre des mains, tente de rassurer les habitants du quartier abasourdis par la nouvelle. Son parcours m'a toujours intriguée. Tour à tour séminariste, résistant à la dictature, historien, chef de chantier, chercheur, cet homme de 50 ans, devenu une figure nationale brésilienne, a surtout eu une intuition : une monnaie locale pouvait réduire la pauvreté des habitants de la favela. Frêle et fluet, des pommettes saillantes, des traits fins, des lèvres minces... son physique détonne au milieu des Brésiliens du quartier, plutôt baraqués à la peau sombre. Du coin de l'œil, le fondateur de la banque observe le spectacle ininterrompu des médias. Il a répondu à plusieurs journalistes dont ceux de Globo, le principal réseau télévisé brésilien.

Ce braquage, il préfère en rire. Mais derrière ce sourire filtre beaucoup de dépit. Selon lui, ce hold-up illustre les nou-

veaux problèmes auxquels la ville est confrontée : « Aujourd'hui, il y a plus de meurtres à Fortaleza qu'à São Paulo. C'est devenu la onzième ville la plus dangereuse du monde », assène-t-il. À Fortaleza, on compte 60 homicides par an pour 100 000 habitants. Au-delà de 10 pour 100 000, l'OMS (Organisation mondiale de la santé) qualifie la violence d'« épidémique ». Pour certains experts, on n'est pas loin de la guerre civile. Joaquim me dévisage, jette un œil à mon sac et me lance : « Il vaut mieux que vous ne dormiez pas ici cette semaine. On va trouver une autre solution. »

Petit village de pêcheurs il y a encore un siècle, la ville de Fortaleza connaît une expansion exponentielle en raison de l'exode rural. Désormais cinquième plus grosse ville du Brésil, Fortaleza est en passe de franchir le seuil des trois millions d'habitants. Sur un plan économique, la croissance est loin de suivre. Le Nordeste capte 59 % de la population brésilienne qui vit dans une extrême pauvreté. Les 500 kilomètres de plages de sable blanc bordées de cocotiers et de dunes attirent aussi les touristes qui débarquent par charters entiers d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Sur un plan urbain, le résultat est désastreux : année après année, les habitants du bord de mer sont délogés *manu militari* pour laisser les promoteurs construire des gratte-ciel toujours plus luxueux. Les nouveaux riches s'offrent à prix d'or des appartements à Praia do Futuro, la plage *trendy* prisée à la fois des touristes et des Brésiliens. L'après-midi de

Au début des années 1970, 1 500 familles sont expulsées du littoral et installées dans ce no man's land appelé Conjunto Palmeiras, situé à deux pas de la décharge de la ville. À l'époque, personne ne s'y aventure. Aucun docteur, aucun instituteur. À peine les secours en cas d'extrême urgence, et encore

mon arrivée, Baba, le vigile de la banque qui me conduit partout, fait un détour pour me montrer cette plage. Baba mesure bien deux mètres pour cent cinquante kilos. Il pointe du doigt des buildings aux lignes épurées : les habitants du Conjunto vivaient auparavant à cet emplacement. À quelques mètres, des restaurants, des boîtes de nuit aux néons scintillants et des badauds au visage terreux qui déambulent. Baba me murmure que le tourisme sexuel fait des ravages. Ici, la passe coûte 100 reais (à peine 40 euros) et, à proximité de la favela, il faut compter cinq fois moins.

La progression du tourisme et de cette richesse parfois indécente fait aussi exploser le trafic de stupéfiants. L'aéroport de Fortaleza, moins surveillé que ceux de São Paulo ou de Rio, est devenu la nouvelle plaque tournante de l'exportation de cocaïne colombienne et mexicaine vers l'Europe. Du coup, après 22 heures, les taxis ne marquent plus l'arrêt au feu rouge. Je m'étonne. « Cela permet de limiter les agressions », glisse Baba. Le lendemain, c'est une femme qui nous arrêtera, en plein Fortaleza, pour qu'on la raccompagne chez elle. L'angoisse et la paranoïa des habitants sont permanentes.

Je suis frappée par le décalage entre le Brésil idyllique au modèle économique parfait décrit dans certains magazines et la dure réalité de ce pays. À Fortaleza en tout cas, la Cocotte-minute est en ébullition. Le cocktail inégalités criantes/tourisme sexuel/drogue/migrations imposées cristallise frustration et agressivité. C'est désormais la préoccupation de Joaquim.

Il tient bon. Il ne peut baisser les bras après tant de chemin parcouru depuis son arrivée dans la favela, en 1984.

Il fouille dans ses souvenirs avec un plaisir non feint. Vêtu d'un simple jeans et de baskets, il s'agit avec de grands gestes. Son débit s'accélère. Mon traducteur a du mal à suivre. Au début des années 1970, 1 500 familles sont expulsées du littoral et installées dans ce no man's land appelé Conjunto Palmeiras, situé à deux pas de la décharge de la ville. *Conjunto* signifie « ensemble d'habitations ». *Palmeiras* vient du mot « palmier ». Le bidonville est en effet situé sur une terre humide et salée sur laquelle ne poussent que les palmiers. Le terrain est une zone marécageuse truffée de moustiques. Les habitants comprennent qu'ils ont été floués et n'ont pas d'autre choix que de se construire des baraques en paille ou en argile. Il n'y a pas d'eau courante. Les inondations,

Tour à tour séminariste, résistant à la dictature, historien, chef de chantier, chercheur, Joaquim Melo, 50 ans, est dans le dévouement total. Sous son impulsion, la pauvreté des 30 000 habitants a été réduite et le Conjunto n'est plus une favela. Il a obtenu le statut de « quartier » en 2007

les torrents de boue donnent naissance à un bouillon de culture de maladies les plus variées. À l'époque, personne ne s'aventure dans la favela. Aucun docteur, aucun instituteur. À peine les secours en cas d'extrême urgence, et encore : le taux de mortalité infantile reste le plus élevé de la ville. Joaquim, tout jeune séminariste, s'indigne des conditions de vie et se fixe un objectif : lutter contre la banalisation de la misère. « Au début, instinct de survie oblige, dit-il, je cherchais à améliorer les conditions de vie de ce quartier. » Il s'est vite heurté à l'indifférence des autorités. Les habitants de la favela ont eux-mêmes construit le canal de drainage qui permet d'évacuer les eaux de pluie. Isolés, ils ont finalement créé un écosystème qui leur est propre. En 1985, le Brésil entre dans une nouvelle ère : la dictature s'achève.

Sous la houlette de Joaquim, les *favelados* posent les bases d'une urbanisation. Les baraquements laissent progressivement la place à des maisons en dur. Pour faire passer ses messages, Joaquim emploie des subterfuges. Fêru de théâtre, il met par exemple en scène les petits problèmes de la vie quotidienne. Dans les maisons, l'utilisation des WC est détournée de l'usage habituel : les mères de famille font la vaisselle dans la cuvette ou s'en servent comme vase pour y mettre un bouquet de fleurs ! Il joue une pièce pour expliquer le fonctionnement des sanitaires.

Seul orateur au milieu d'une cinquantaine de femmes nouvellement arrivées dans le quartier, Joaquim fait son show et déclenche des hurlements

1. La monnaie brésilienne est le real. Au pluriel : reais.

de rire. Petit à petit, il va amener ces femmes à la création d'une monnaie : il leur fait découper et coller des pièces et des billets dans des feuilles de papier. Mais le jeu n'est pas fictif. Cette monnaie, le palmas, Joaquim Melo l'a bel et bien créée!

Nous sommes attablés dans une petite buvette. De notre table, j'aperçois un vendeur ambulant proposer des épis de maïs frits. L'homme se fait vite doubler par un autre qui passe à moto, une sono crieurde

Joaquim comprend vite que le système Yunus n'est pas suffisant pour la favela. Rien ne sert de proposer des prêts à la production si personne ne peut acheter ce qui est produit ! Il doit revaloriser les achats locaux en permettant aux habitants de consommer dans la favela. Il doit donc associer microcrédit et monnaie locale. Banco Palmas est née. Aujourd'hui, les habitants dépensent à 95 % dans le quartier contre 20 % en 1998

accrochée derrière lui. On peut l'entendre hurler « *Promoção nos olhos de sol, aceitamos Palmas!* ». Promotion sur les lunettes de soleil, nous acceptons les palmas. Cette petite scène fait sourire Joaquim. Je m'attendais à un personnage sûr de lui, je suis face à un homme discret et bourré d'humilité qui aime être stimulé dans son récit. En 1998, la favela est urbanisée. Ironie du sort, elle est désormais salubre mais certains habitants la délaissent, trouvant les

taxes à payer trop élevées – notamment pour l'assainissement en eau – par rapport à la qualité de vie dont ils bénéficient.

À cette période, Joaquim fonce tête baissée, caresse l'idée de copier purement et simplement le système Yunus. Fondateur de la Grameen Bank au Bangladesh, Muhammad Yunus, Prix Nobel de la paix, surnommé le « banquier des pauvres », a aidé les individus à créer des entreprises grâce aux fameux microcrédits.

Joaquim est malin. Il comprend vite que le système Yunus n'est pas suffisant pour la favela. Rien ne sert de proposer des prêts à la production si personne ne peut acheter ce qui est produit ! Il tâtonne, jusqu'au déclic : un jour, il aperçoit des habitants du quartier descendre d'un bus les bras chargés de sacs des centres commerciaux de Fortaleza. Ils arborent un grand sourire. Ils sont pauvres mais satisfaits d'avoir dépensé. Joaquim comprend qu'il doit revaloriser les achats locaux en permettant aux habitants de consommer dans la favela. Il doit donc associer microcrédit et monnaie locale. Banco Palmas est née.

Paradoxalement, Joaquim Melo se lance dans l'aventure en n'ayant aucune idée de ce que veut dire « créer une banque et une monnaie ». Non sans une certaine naïveté, il pense prêter de l'argent en palmas et être ensuite remboursé. Les commerçants qui accepteront cette monnaie accorderont une ristourne comprise entre 5 et 10 %. Les habitants feront donc des économies et les marchands y trouveront eux aussi leur compte car l'argent restera dans le circuit local au lieu d'être dépensé ailleurs. L'histoire donnera raison au banquier novateur. « Regarde ce graphe », me lance fièrement Joaquim. Il trace sur la nappe du restaurant deux courbes qui s'inversent. L'une d'elles augmente jusqu'en 2012 pour atteindre un quasi-sommet : les habitants

dépensent aujourd'hui à 95 % dans le quartier contre 20 % en 1998. La seconde courbe s'écroule. Effet direct : la pauvreté des 30 000 habitants a été réduite et le Conjunto n'est plus une favela. Il a obtenu le statut de « quartier » en 2007.

Dans les faits, cela ne fut pas aussi simple, loin de là. Première difficulté : trouver de l'argent. Pas question que Banco Palmas fasse marcher la planche

à billet. La banque doit être capitalisée. Sûr de lui, l'entrepreneur prend son bâton de pèlerin pour convaincre hommes politiques et associations. Pourtant, les unes après les autres, les portes se ferment. Touché mais pas totalement coulé, il abat sa dernière carte et sort le grand jeu à un Français installé au Brésil qui travaille à l'époque dans une ONG : « L'histoire se souviendra que vous avez été le premier à mettre de l'argent dans la banque

Second obstacle : convaincre les autorités. En 2003, un procureur ouvre des poursuites contre Joaquim pour « émission de fausse monnaie ». Il risque la prison. Avec calme et pédagogie, il va apporter la preuve de l'efficacité de cette activité bancaire. « La force de Joaquim est d'avoir su défendre son modèle sans jamais le remettre en question. Sa lutte contre la pauvreté est permanente. Il est dans le dévouement total, un peu à la manière de Mère Teresa », juge Carlos de Freitas, auteur d'un livre sur Joaquim Melo².

Un altruisme poussé à son paroxysme quand on sait que Melo a préféré mettre fin à sa mission de séminariste pour se concentrer sur la favela. Il a d'ailleurs l'habitude de dire que tous les enfants du quartier sont les siens. C'est un homme en sacrifice permanent. Il semble agité, angoissé, peu sûr de lui par rapport à l'apaisement qui anime d'habitude ces personnalités hors du commun, à l'instar de Yunus justement. Son angoisse le ronge : il veut que Banco Palmas lui survive et rien n'est encore assuré, dans ce Brésil en mutation.

« La banque trouve très vite sa vitesse de croisière », poursuit Joaquim. Les crédits à la consommation, entre 20 et 200 reais, c'est-à-dire entre 8 et 80 euros, sont accordés instantanément et sans intérêts. Le taux est situé entre 1,5 et 3 % pour les prêts à la production. Les prêts de

l'ordre de 500 reais (environ 190 euros) sont accordés en trente minutes. Il s'agit en général de vendeurs de rue qui ont besoin d'acheter du matériel ou de la nourriture. Pour les prêts plus importants, il faut attendre quelques jours, le temps qu'un « agent de crédit » de la banque mène son enquête.



Palmas ! » le supplie-t-il. Cette personne s'appelle Yves Cabannes. Il est aujourd'hui professeur à l'University College London. Il se rappelle très précisément cet épisode : « Le projet me paraissait très bien monté, vraiment innovant et si bien défendu par Joaquim, tellement convaincant, que j'ai accepté de mettre en place un prêt de 2 000 reais, contre toutes les règles en vigueur. » C'est avec ce prêt d'environ 800 euros que la banque ouvrira ses portes.

2. Viva Favela!, Michel Lafon.

Les crédits à la consommation, entre 20 et 200 reais (8 à 80 euros), sont accordés sans délais et sans intérêt. Pour les prêts plus importants, il faut attendre quelques jours, le temps qu'un « agent de crédit » mène son enquête sur la fiabilité de l'emprunteur. À Banco Palmas, le taux de remboursement des habitants est de l'ordre de 98 %

Petit et trapu, visage basané percé de deux billes marron, Gil Holanda, agent de crédit, est chargé d'assurer ma protection. Dans le hall d'accueil, à quelques pas de lui, deux distributeurs automatiques permettent de retirer des reais. Au fond de la pièce, deux jeunes filles pouffent de rire derrière un guichet. En s'adressant à elles, on peut ouvrir un compte, changer des reais en palmas ou effectuer un dépôt. La file s'allonge en début de mois au moment où les foyers touchent la *bolsa familia*, la bourse famille, fameuse allocation familiale créée par Lula pour les foyers les plus pauvres avec enfants.

Gil m'explique en détail son travail : arpenter la favela pour mener une enquête de voisinage et s'assurer de la fiabilité de chaque emprunteur. C'est pour cette raison que le taux de remboursement des habitants à Banco Palmas est aussi élevé, de l'ordre de 98 %.

En fin de journée, je vais m'enfoncer dans l'ancienne favela pour la première fois. J'emporte un simple cahier et un stylo. Rien qui puisse attirer l'œil. Gil m'entraîne dans un dédale de rues défonçées. Toutes les jeunes femmes que nous croisons, portable à l'oreille, s'abritent du soleil sous des parapluies. Elles semblent avoir adopté l'*american way of life*. Nourries aux hamburgers frites et biberonnées au Coca, elles sont plutôt enrobées. Bon nombre d'entre elles, très jeunes, sont déjà enceintes.

Nous passons devant Comercial Quixadá, le supermarché du coin. À côté des logos familiaux Visa et Mastercard, un autre, *Aceitamos Palmas* (« nous acceptons les palmas »), attire l'œil. Un chiffre m'a frappée ce matin : 250 commerçants – convaincus – acceptent le palmas, selon Joaquim. Je veux en avoir le cœur net. Nous entrons dans le magasin. Je m'offre une plaque de chocolat et un savon. Au moment de payer, le caissier me demande 21 reais. Je sors mes palmas, plus petits que les reais et frappés d'un palmier vert. Le caissier appuie sur un bouton et me demande alors 19 palmas. J'ai bien payé un peu moins cher que si j'avais réglé en reais...

Gil me tire la manche. Il a prévu de me présenter Maria. Sa maison est propre, quelques fleurs défraîchies trônent sur la table. À gauche de l'entrée, je remarque une boutique de vêtements flambant neuve qui détonne par rapport à la route truffée de nids de poule que nous avons empruntée. Maria, 36 ans, porte une petite robe fleurie, des

tongs havaïennes brésiliennes. Sourire vissé aux lèvres, elle a cinq enfants. Pour ouvrir son commerce de vêtements, elle contracte son premier emprunt auprès de la banque Palmas il y a huit ans. Le premier sera de 300 reais. Le dernier de 6 000. Au total, ces vingt prêts lui permettent de développer son business et d'acheter deux autres maisons mitoyennes, qu'elle loue. « Cette banque a changé ma vie », nous confie-t-elle. Aujourd'hui, elle se sent viscéralement attachée au quartier. À tel point qu'en dépit de la violence qui sévit elle n'a pas l'intention de le quitter.

Il suffit de déambuler quelques minutes dans le Conjunto pour comprendre le problème : en améliorant son niveau de vie, en accroissant le nombre de commerces, de médecins ou d'écoles, l'ancienne favela a inévitablement suscité des convoitises et généré des frustrations. Elle est maintenant confrontée à une prédation par l'extérieur. Ce sont les nouveaux favelados, issus de poches de pauvreté mitoyennes, qui viennent la fragiliser. Certains jeunes déscolarisés viennent y traîner ou y commettre de petits larcins, créant des tensions...

Je reçois un coup de coude discret dans le ventre. À la droite de Gil, j'aperçois un petit attroupement de gamins. Un des gangs du Conjunto. Ils dealent du crack, la « drogue du pauvre », un résidu de cocaïne

mélangé avec des produits toxiques. Le caillou est vendu au prix dérisoire de deux euros. Le système est si pernicieux que le premier caillou est gratuit : « *La primera pedra é de graça* », peut-on entendre dans la favela si l'on tend l'oreille. Cette prise est tellement addictive que les teen-agers font ensuite l'impossible pour se payer leur dose. Ils n'ont plus d'autre choix que de devenir des *aviões*, des « avions » en brésilien, c'est-à-dire des livreurs. Ce sont les plus vulnérables face à la police. Les guerres de gangs font rage dans le Conjunto.

Je retrouve Joaquim le soir même. Il me parle de la création, logique à ses yeux, de l'Institut Palmas. Petit à petit, des favelas du pays entier s'intéressent à ce modèle original et leurs émissaires viennent voir. S'ils sont convaincus, l'Institut les accompagne dans la création d'une banque et d'une monnaie propres, en résonance avec le contexte local. La barre des cent banques autonomes à travers le Brésil vient d'être franchie. Tout à coup, les gestes de Joaquim se font plus brusques. Son sourire plus large. Il est sur le point de prendre une décision phénoménale, lâche-t-il. Elle donnerait un formidable coup d'accélérateur au développement de Banco Palmas. Son idée est simple : créer ce qu'il appelle une « banque de la périphérie », regroupant l'ensemble des favelas situées autour d'une grande ville. Cela donnerait un coup de fouet à l'économie locale. La ville pilote pourrait être Fortaleza. Mais pourquoi pas Rio. L'idée sous-jacente est évidemment de mettre toutes les favelas sur un pied d'égalité.

Ce projet titanesque de banque de la périphérie est né dans la foulée du lancement d'une autre monnaie, la CDD de la Cité de Dieu à Rio. Cette favela est réputée pour ses guerres de gangs et ses trafics en tout genre. Née dans les années 1960, elle est devenue mondialement connue en 2002 à la sortie du film qui lui est consacré. Les yeux brillants, Joaquim se souvient du lancement, en septembre 2011 : « Les habitants devaient voter. Ils ne se sont pas contentés de se prononcer en faveur d'une nouvelle monnaie. Des milliers d'entre eux se sont mis à hurler de joie. L'école de samba, toute proche, a pris le relais. Il y avait une ferveur et une énergie incroyables ! » Ce jour-là, les médias du monde entier ont convergé dans la Cité de Dieu pour se faire l'écho de cette nouvelle monnaie. CNN, *The Wall Street Journal*... Tous ont répondu présent. « Il y avait plus de médias en un jour qu'en quinze ans pour la

Banque Palmas », raconte Joaquim avec émotion. La même semaine, deux autres monnaies seront injectées dans deux autres favelas de Rio de Janeiro : le capivari à Silva Jardim et le prevê à Niterói.

Depuis le triomphe dans la Cité de Dieu, la machine s'emballe. Joaquim Melo est invité sur les plateaux de télévision, court les conférences aux quatre coins du monde, enchaîne les discours dans des universités prestigieuses comme Columbia il y a quelques semaines, où il a eu droit à une *standing ovation* de 1 000 étudiants. Le succès de Banco Palmas l'a révélé sur la scène internationale. Même les stars commencent à lui faire les yeux doux. Ronaldo, l'icône du football brésilien, s'est rendu il y a quelques semaines dans la banque. Sa fondation, Fenomeno, est sur le point de donner un sérieux coup de pouce à Banco Palmas. En fait, Ronaldo a fait d'une pierre deux coups en visitant le stade de foot de la Coupe du monde 2014, situé à quelques centaines de mètres du Conjunto.

Pour la première fois, j'observe le visage de Joaquim se durcir. Son sourire devient énigmatique, sa colère monte. « *Castelão* ». Je l'entends prononcer ce mot à plusieurs reprises, de façon de plus en plus agressive. Le Castelão, c'est le stade de Fortaleza en travaux pour la Coupe du monde de foot de 2014. Construit en 1973, rénové en 2002, il vient d'être complètement rafraîchi pour accueillir 70 000 personnes en 2014.

250 commerçants – convaincus – acceptent le palmas. Je m'offre du chocolat et un savon. Au moment de payer, le caissier me demande 21 reais. Je sors mes palmas, plus petits que les reais et frappés d'un palmier vert. Le caissier appuie sur un bouton et me demande alors 19 palmas

La veille, nous sommes passés devant le chantier. De loin, on aperçoit des centaines de tiges de fer dirigées vers le ciel. Des grues travaillent jour et nuit sur ce chantier colossal. Elles enlacent des plaques de verre et de métal, délicatement imbriquées. Une prouesse. Les favelados ont une chambre avec vue sur cet étalage de richesse. « Encore une façon de créer de la frustration », s'énerve-t-il.

Incapable de rester les bras croisés, il a eu l'idée de conjuguer le potentiel touristique de Fortaleza et la puissance de la Coupe du monde. Et imaginé la création d'une monnaie solidaire, utilisable par les étrangers venus assister aux matches. En clair, les fans de foot pourraient acheter de la *World Cup money* à leur arrivée à l'aéroport et ensuite la dépenser en achetant des objets fabriqués dans les favelas. « Cela

Une monnaie locale est adéquate en pleine crise économique ou lorsque les inégalités sont particulièrement criantes. Toute la difficulté est d'assurer sa pérennité. Le cas de l'Argentine fait réfléchir : ses clubs de troc, créés au moment de la crise en 2001, ont totalement disparu

créerait un couloir commercial pour les pauvres. » Une façon de les intégrer dans la machine à fabriquer de la croissance de la World Cup, puis des JO de 2016 à Rio. Pourquoi pas. Mais, cette fois, ne voit-il pas un peu trop grand ?

L'atout de Melo, c'est le rayonnement et l'impact médiatique de son initiative. Voici un personnage hors du commun dont le courage, l'intuition et la spiritualité intérieure sont unanimement salués. Il ne se passe pas un jour sans qu'un chercheur, un étudiant, un journaliste, une association, un philosophe (Edgar Morin est passé le saluer) ne témoignent de l'intérêt

pour Banco Palmas. Les demandes de stage d'étudiants du monde entier s'entassent sur son bureau. Tous veulent venir travailler au sein de sa dernière innovation : le Lab.

Il y a quatre ans, Joaquim a recruté un passionné d'innovation et de technologie, Asier Ansorena, un Espagnol diplômé de l'université du Michigan. Il chapeaute des dizaines d'étudiants d'universités aussi prestigieuses que Columbia, Yale, Oxford ou encore la LSE à Londres. Lors de mon passage, une Singapourienne, un programmeur espagnol et deux Argentins travaillaient sur le paiement par téléphone portable. Via ce Lab, Joaquim apporte une nouvelle fois la preuve de son humilité intellectuelle. Il n'a pas peur que des talents s'immiscent dans son modèle – à condition de le faire progresser.

Ce Lab est vraiment innovant car les jeunes du quartier y jouent aussi un rôle. Étonnant, voire intrigant. Comment un jeune peu scolarisé peut-il rivaliser avec un surdiplômé de Columbia ? « Les jeunes de la favela ont justement cette part de créativité, d'intuition, que nous ne trouvons pas forcément ailleurs », explique Asier.

Lula, venu visiter la banque en mars 2000, a contribué à la crédibiliser. Depuis 2011, Dilma Rousseff, actuelle présidente de la République fédérale, donne un coup de fouet en débloquant des fonds. « Le gouvernement nous pousse pour que l'on devienne un modèle au Brésil et dans le monde entier », s'amuse Joaquim. La récupération est évidente : le gouvernement a compris que ces banques éparpillées à travers le pays étaient susceptibles d'être la solution miracle dans des quartiers jusqu'ici ingérables. À l'approche des JO et de la Coupe du monde, le gouvernement a commencé à « nettoyer » une quarantaine de

bidonvilles. Animé d'une ambition forte – « *Brasil sem miséria* » –, il mène une politique très agressive d'éradication de la pauvreté. Très récemment, la police brésilienne, escortée de blindés de la marine et d'hélicoptères, est entrée dans plusieurs favelas réputées violentes et rongées par le crack pour en reprendre le contrôle.

Si cet exemple est spectaculaire, on trouve maintenant des monnaies sociales et complémentaires partout dans le monde. Il en existe environ 4 000 et le phénomène est largement dopé par la crise économique. De nombreux Occidentaux, venus s'inspirer du modèle

palmas, ont d'ailleurs su habilement se l'approprier. On en trouve notamment en Europe, des Pays-Bas à l'Angleterre en passant par la France (le sol-violette à Toulouse, ou plus récemment l'eusko au Pays basque).

Le modèle reste fragile. Une monnaie locale est adéquate en pleine crise économique ou lorsque les inégalités sont particulièrement criantes. Toute la difficulté est d'assurer sa pérennité. Le cas de l'Argentine fait réfléchir : ses clubs de troc, créés au moment de la crise en 2001, ont totalement disparu. Yves Cabannes est catégorique : rien ne sert d'aller trop vite. « Pour que les bases soient solides et durables, il faut un tissu social dense, des valeurs éthiques, une implication des habitants et surtout un soutien technique. » C'est le cas de Banco Palmas. Mais les fondations sont-elles suffisamment robustes partout ailleurs au Brésil ? Et le projet de « banque de la périphérie » ne va-t-il pas les fragiliser ? Pas question de compter sur le soutien d'économistes ou d'hommes politiques. La plupart refusent encore d'étudier ce phénomène des banques communautaires, trop exotique, voire cosmétique, à leurs yeux. Car ces banques brésiliennes manquent encore d'un cadre légal et souffrent de ne pouvoir capter l'épargne locale. La Banque centrale brésilienne l'interdit encore formellement, sous la pression des autres banques privées. Elles sont encore trop dépendantes des fonds qui les financent, ceux de la Banque nationale de développement économique et social, l'équivalent de la Caisse des dépôts en France. Ce manque d'autonomie les fragilise.

Adaptabilité. Innovation. Ces mots sont devenus des leitmotivs en cette période de crise dans l'Hexagone. J'ai été surprise de les entendre aussi régulièrement au Brésil. En traversant le Conjunto un soir, Joaquim me confie :

« D'habitude, les pays en voie de développement s'inspirent de modèles occidentaux, mais j'ai l'intime conviction que les choses changent.

– Tu es bien sûr de toi, lui ai-je lancé.

– J'ai été frappé par une tristesse et une inquiétude inédites lors de mes récents déplacements. Les Français m'ont aussi pressé de questions sur notre modèle. Plus aucun pays n'est épargné. Les solutions peuvent venir de partout. »

Joaquim ajoute cela en toute modestie. À l'heure où les bidonvilles du monde entier sont vus comme de vrais relais de croissance économique pour les multinationales, le banquier des pauvres a su révéler autrement la favela de Fortaleza. En y créant un espace de confiance. ●



Capucine Graby, 37 ans, est journaliste, auteur et réalisatrice. Elle a été correspondante pour La Croix en Corée du Sud, puis a travaillé en radio (BFM), en presse écrite (Le Figaro) ou en télévision (i>télé et Canal +). Elle a réalisé plusieurs documentaires, dont *Enfances volées, consacré au travail des enfants en Inde, au Cambodge et en Bolivie*, puis *Trafic d'innocence, sur les conditions des enfants maliens dans les plantations de cacao de Côte d'Ivoire*. Sa dernière enquête, pour le magazine Spécial Investigation sur Canal +, s'intéressait aux faux avis sur Internet. Elle est l'auteur d'un carnet de voyage, *Expressions d'Afrique (Nathan)*, et vient de publier *Grandeurs et misères des stars du Net (Grasset)*.